

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 26 OCTOBRE 2010

DINSDAG 26 OKTOBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 19 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

01 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les problèmes persistants auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises" (n° 6)

01.01 Peter Logghe (VB): L'insertion des professions libérales dans la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) est en cours depuis un an mais des problèmes subsistent, surtout pour les professions médicales.

Pour les titulaires de professions libérales médicales qui étaient déjà actifs, les données proviennent du SPF Santé publique, de l'INAMI et de l'INASTI. Seules les personnes pour lesquelles les informations sont identiques dans les trois bases de données, figureraient dans la BCE. Il apparaît que ces données sont souvent incomplètes. Le secteur propose de diminuer le nombre de bases de données qui entrent en jeu. Qu'en pense le ministre?

Est-il possible d'associer directement l'Ordre des médecins et l'Ordre des pharmaciens au chargement des données?

Peut-on suspendre le système de sanctions tant que ces problèmes persistent?
Quand disposera-t-on de toutes les données?

01.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): L'article 4 de la loi BCE stipule que les personnes morales de droit belge et les personnes physiques qui exercent normalement leur activité économique et professionnelle en Belgique doivent être inscrites à la Banque-Carrefour des Entreprises. Toutes les personnes doivent donc être inscrites mais toutes les personnes physiques ne figurent pas dans la BCE. Celle-ci ne comprend pas de personnes salariées.

La base de données de l'INASTI doit dès lors être utilisée en plus de celles du SPF Santé publique et de l'INAMI.

Il était initialement prévu de n'enregistrer dans la BCE que les entreprises dont les données étaient identiques dans les trois bases de données, mais ce critère a ensuite été assoupli. Les personnes qui ne figuraient pas dans le fichier de l'INAMI mais bien dans les deux autres fichiers ont été enregistrées.

En décembre 2009 et en juin 2010, environ 4 500 nouvelles entreprises – des professions médicales - ont encore été enregistrées sur la base de nouvelles combinaisons.

En juin 2009, l'Ordre des médecins et l'Ordre des pharmaciens ont déclaré qu'il leur était impossible de communiquer l'identité de leurs membres qui exercent sous le statut d'indépendant et qui se sont constitués en SPRL, et de leurs membres qui n'ont pas fait ce choix. Toutefois, ils ont pu nous communiquer le nom de ceux qui sont autorisés à exercer la profession mais cette information-là, nous l'avions déjà obtenue auprès du SPF Santé publique.

Aujourd'hui, la Banque-Carrefour des Entreprises ne met pas en œuvre une politique répressive à l'égard des entreprises non commerciales qui n'ont pas été intégrées dans la BCE ou ne l'ont été qu'incomplètement. Elle met l'accent sur une amélioration qualitative des données incluses dans sa base de données et entreprend encore des actions qualitatives afin de compléter ces données.

Un maximum de données sont saisies automatiquement mais, légalement, l'entrepreneur reste responsable de l'application correcte de l'arrêté royal du 2 juin 2009. L'entrepreneur peut en outre demander à la BCE d'adapter gratuitement ces données ou améliorer lui-même certaines données en ligne.

Des actions sont entreprises en permanence pour combler les hiatus et améliorer la qualité des données.

01.03 Peter Logghe (VB): Je prends bonne note du fait que, pour l'instant, aucune mesure répressive n'est prise. J'espère que cela ne sera pas le cas tant que toutes les erreurs que contient la base de données de la BCE n'en auront pas été éliminées.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "sa prise de position européenne au sujet de la protection des consommateurs" (n° 94)

02.01 Karine Lalieux (PS): Votre déclaration, dont j'ai pris connaissance dans un communiqué de presse en néerlandais, dans laquelle vous disiez souhaiter une harmonisation européenne en matière de protection des consommateurs, m'a un peu effrayée. La Belgique a toujours dit qu'elle voulait une protection maximale en la matière.

À quel titre vous êtes-vous exprimé? Je ne pense pas qu'il y ait une position du gouvernement à ce sujet.

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en français): Ce n'était pas un communiqué de presse mais une dépêche Belga, faisant suite à une conférence de presse qui s'est tenue à l'occasion du premier *European Consumer Protection Enforcement Day* (événement organisé par le SPF Économie dans le cadre de la présidence européenne).

En matière de respect des droits des consommateurs, la Belgique souhaite une harmonisation maximale ciblée. La commissaire Reding s'est d'ailleurs prononcée en ce sens. En ce moment, la Belgique tente surtout, en tant que présidente de l'Union européenne, d'enregistrer des avancées dans ce dossier.

02.03 Karine Lalieux (PS): Au vu du bas niveau de protection de certains pays qui viennent de rejoindre l'Europe, je crains qu'une harmonisation maximale ne se fasse vers le bas. Je suis contre la prise d'une directive tant que le niveau de protection n'est pas beaucoup plus élevé au sein des vingt-sept pays.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'interdiction de la vente du pavillon belge de l'Exposition universelle de Shanghai" (n° 109)

03.01 Peter Luykx (N-VA): Le pavillon belge de l'exposition universelle de Shanghai d'une valeur d'environ 10 millions d'euros serait vendu après l'exposition, mais selon des informations parues dans la presse, le gouvernement chinois interdit la vente prévue.

Quels accords ont été conclus à ce sujet avec les autorités de la ville de Jiangyin? Est-il exact que la vente n'aura pas lieu? Ceci a-t-il des répercussions budgétaires?

03.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Lorsqu'il a été décidé de participer à l'Expo Shanghai 2010, l'éventualité d'une nouvelle affectation pour le pavillon belgo-européen après l'exposition a été envisagée. Cette approche répondait parfaitement au thème central de l'exposition: la durabilité.

Lors de la confection du budget de la participation belge, il n'a pas été tenu compte de la vente éventuelle.

Celle-ci n'était donc pas prévue dans notre budget. Avant l'ouverture de l'exposition, des accords internes ont été conclus avec la chancellerie du premier ministre et avec la Régie des Bâtiments sur la procédure à suivre en cas de vente. Plusieurs candidats étaient intéressés par le démantèlement et la reconstruction du pavillon belge et le projet de la ville de Jiangyin a finalement été retenu.

Un protocole d'accord a été signé à la suite d'intenses négociations. Les retombées positives nettes de la vente ont été chiffrées à 3 millions d'euros, étant entendu que les autorités chinoises devaient donner leur assentiment à la vente. Au cours des derniers mois, la Chine a cependant édicté des règles interdisant aux autorités régionales et locales d'acquérir des pavillons de l'exposition.

La participation de la Belgique à l'exposition est une réussite puisque les derniers calculs feront apparaître un solde positif. Pour regrettable qu'elle soit, l'éventuelle non-réalisation de la vente n'aura cependant aucune incidence sur ce résultat positif. Ce dernier sera affecté au Fonds pour l'Organisation des Expositions internationales et pourra être utilisé, le cas échéant, pour l'organisation d'une prochaine exposition internationale.

03.03 Peter Luykx (N-VA): Il n'en reste pas moins regrettable qu'un bonus de 7 millions d'euros nous passe sous le nez.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Liesbeth Van der Auwera** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "**la rémunération pour reprographie pour les auteurs et les éditeurs**" (n° 166)
- **M. Karel Uyttersprot** au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "**la redevance sur les imprimantes all-in-one**" (n° 305)

04.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): La loi de 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins règle le droit de copie. La "rémunération pour reprographie" se compose d'une indemnité forfaitaire et d'une indemnité proportionnelle. La première est versée par le fabricant, l'importateur ou l'acheteur de photocopieuses. Repobel doit encaisser les rémunérations et les répartir entre les auteurs et les éditeurs.

Quel pourcentage des rémunérations encaissées par Repobel a-t-il effectivement été versé aux ayants droit au cours de la période 2005-2009?

Les chiffres du rapport annuel 2009 de Repobel montrent que la rémunération forfaitaire s'élève à 26 euros par appareil en Belgique. En Allemagne, cette rémunération est de 12 euros et aux Pays-Bas, en France et au Luxembourg, elle est inexistante. Les auteurs et les éditeurs actifs en Belgique perçoivent-ils dès lors une rémunération supérieure à celle des pays voisins?

L'arrêté royal du 30 octobre 1997 stipule que le montant de l'indemnité forfaitaire dépend de la rapidité de la photocopieuse, ce qui pénalise les innovations. Le secteur propose de rendre le prélèvement proportionnel au prix de l'appareil. Le consommateur ignore souvent qu'il verse un prélèvement. Le ministre peut-il préciser le montant des prélèvements?

04.02 Karel Uyttersprot (N-VA): Une redevance est perçue sur les imprimantes *all-in-one*, par appareil, en fonction de la vitesse de l'appareil. En Allemagne, la redevance est beaucoup moins élevée que dans notre pays et dans d'autres pays aucun supplément n'est perçu pour ces appareils.

Dans notre pays, cette redevance rapporte 20 millions d'euros à l'État, alors que les recettes en Allemagne, pays beaucoup plus grand, s'élèvent à 19 millions d'euros. La différence considérable entre les redevances dans les différents pays peut-elle être justifiée de manière objective? La perception d'une redevance liée à la vitesse de l'appareil ne met-elle pas un frein à l'innovation et à la technologie? C'est précisément la raison pour laquelle certaines entreprises technologiques n'opèrent pas sur le marché belge. Les auteurs en Belgique reçoivent-ils dès lors un multiple de ce qui est octroyé dans d'autres pays?

04.03 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Reprobel répartit les fonds entre les 15 sociétés de gestion d'auteurs et d'éditeurs affiliées, et ces sociétés doivent veiller à ce que les montants perçus parviennent aux ayants droit.

La proportion totale du montant perçu qui a effectivement été versé s'est élevée à 63 % pour la période 2005-2009. Sur les 37 % restants, 3 % ont été versés à des sociétés de gestion étrangères et 34 % représentent les frais de fonctionnement et les réserves.

À l'instar de la rémunération pour copie privée, la rémunération pour reprographie n'est pas harmonisée au niveau européen. Il en résulte des distorsions de concurrence, dès lors qu'il existe des différences entre le Portugal, l'Allemagne et la Belgique. En Allemagne, l'achat d'un ordinateur est soumis à une taxe, mais pas chez nous. Il n'est toutefois pas exact d'affirmer que la rémunération pour reprographie serait nettement plus élevée en Belgique que dans les pays limitrophes. En France, par exemple, une taxe parafiscale de 3 % est prélevée sur la vente et l'importation d'appareils de reprographie.

Lors de l'instauration de la taxe en 1997, la rapidité de la photocopieuse a été retenue comme critère objectif. Nous avons pris de nombreuses initiatives – et même beaucoup trop, selon certains – en matière de droits d'auteurs. Je vais vous expliquer pourquoi, toutefois, peu de choses ont été réalisées jusqu'ici.

Tout d'abord, les représentants de l'industrie et des ayants droit siègent dans une commission de conseil et de concertation. Conformément à la loi, cette commission doit se prononcer avant toute modification de la loi. C'est là aussi que doit se dérouler le débat sur une éventuelle modification. Il incombe donc à Reprobel et à l'industrie de formuler des propositions concrètes.

Voici deux ans, la Commission européenne a entamé un dialogue avec les différentes parties intéressées en vue d'une harmonisation de la réglementation et de la taxe.

La nécessité d'informer le consommateur de l'existence d'une rémunération pour reprographie et de son montant, constitue l'un des éléments de la concertation. Cependant, un équilibre doit subsister entre la transparence et l'information du consommateur, d'une part, et la charge administrative pour les entreprises, d'autre part.

D'aucuns ont aussi affirmé que les 20 millions d'euros perçus en Belgique, représentent plus que les 19 millions d'euros en Allemagne. En 2001, Reprobel a encaissé 24 millions d'euros, dont 13,2 millions d'euros de rémunérations forfaitaires. En 2001 en Allemagne, il s'agissait de 104,77 millions d'euros perçus dont 89 millions de rémunérations forfaitaires. La comparaison qui a été avancée n'est donc pas tout à fait exacte.

J'estime dès lors que l'ensemble du système devrait être revu et qu'il convient de tenir compte de l'innovation, tout en respectant les ayants droit, bien entendu. La protection des droits d'auteur est et restera une chose difficile, d'autant plus à l'ère du numérique. À cet égard, l'Europe a un rôle crucial à jouer. Je crois que mon successeur aura du pain sur la planche.

04.04 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Je sais que des étapes importantes ont été franchies au cours des dernières années et qu'il n'a pas été aisé de trouver un équilibre entre les différentes parties concernées. Je note que le ministre sait qu'une révision s'impose. Je regrette par ailleurs qu'il n'en réfère qu'à la commission consultative. J'estime en effet qu'une initiative parlementaire s'impose.

Je crois que le ministre peut profiter des mois restants de la présidence européenne pour faire figurer le

dossier relatif à l'harmonisation en bonne place dans la liste des priorités.

04.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Les montants cités de 19 millions d'euros en Allemagne et de 20 millions d'euros en Belgique concernent un type donné d'appareil. J'espère que le développement technologique ne générera pas de handicap concurrentiel vis-à-vis d'autres pays. J'espère également que la perception d'une redevance n'est pas une fin en soi, mais que son montant sera proportionnel aux revenus qu'elle rapporte aux auteurs. La possibilité que la redevance soit éventuellement basée sur le prix de vente est une bonne chose.

Je souhaiterais encore formuler une suggestion. Puisque les charges représentent pas moins de 180 % du prix pour certains appareils, ne serait-il pas utile de mentionner la redevance Repobel sur la facture?

04.06 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Une révision en profondeur s'impose en effet. Concernant la question des copies à domicile, nous l'avons fait car Ovibel, l'organisation du secteur, avait à l'époque formulé une proposition sur laquelle un consensus avait été trouvé avec le secteur. Concernant la reprographie, l'organisation sectorielle n'a malheureusement pas fait preuve de la même assertivité. Repobel n'a mis aucune proposition sur la table.

Avant même le début de notre présidence, nous avons discuté au niveau européen avec le commissaire Barnier de ce dossier, qui n'était cependant pas considéré comme prioritaire. J'espère que la priorité y sera donnée l'année prochaine. Il reste en tout cas beaucoup à faire dans le domaine des droits d'auteurs et des changements qui s'opèrent dans la société.

Le contenu du concept de la copie privée change du tout au tout dans le contexte du *cloud computing*. Tout est transféré sur des serveurs et copié. Qu'en est-il alors de la valeur et de la signification d'une copie?

Mme Kroes, qui est responsable de l'agenda numérique, poursuit un objectif très ambitieux, mais je constate beaucoup de frilosité, y compris auprès des sociétés de gestion, lorsqu'il s'agit de s'y conformer.

Il est vrai que la redevance de 178,84 euros est aujourd'hui supérieure au prix de vente d'une imprimante tout-en-un. Cela s'explique par le fait que le montant en a été fixé en 1997. Depuis, les prix des imprimantes ont significativement baissé, alors que le montant de la redevance est quant à lui resté inchangé. La redevance ne figure pas sur la facture, les entreprises s'y opposant en raison des tracasseries administratives qui découleraient d'une telle obligation.

Ce système est tout à fait dépassé. Entre-temps, la justice européenne a rendu un arrêt intéressant relatif à la copie privée.

L'incident est clos.

05 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les projets de brevet européen" (n° 319)

05.01 Peter Logghe (VB): Selon des articles parus dans la presse, les projets européens pour un brevet communautaire sont dans une impasse à cause d'un problème linguistique. La proposition initiale visant à travailler avec trois langues officielles – l'anglais, le français et l'allemand – rencontre apparemment le veto de l'Italie et de l'Espagne. Il me revient que le ministre a alors lancé une proposition de compromis consistant à ne rédiger la demande de brevet et le brevet lui-même qu'en anglais. Des traductions pourraient être demandées ultérieurement.

La proposition de l'Espagne est intitulée: "English + 1". L'anglais resterait la langue de procédure et le brevet serait ensuite traduit dans la langue du demandeur.

Le ministre défendra-t-il cette proposition? Où en est le système de traduction automatique? Lorsque celui-ci sera opérationnel, on ne pourra plus invoquer l'argument des coûts de traduction.

05.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Nous recherchons un compromis acceptable

pour les vingt-sept États membres. Lors du Conseil Compétitivité du 11 octobre 2010, une vingtaine d'États membres se sont ralliés au compromis relatif au règlement linguistique proposé par la présidence. Ce compromis implique que pour obtenir un brevet européen, il faudra suivre la même procédure que pour l'obtention d'un brevet UE. La demande pourra être introduite dans une des langues européennes officielles et elle pourra être traduite en anglais, en français ou en allemand. Cette proposition tient donc compte aussi de la langue maternelle. Les dispositions relatives au brevet UE ne seront d'application qu'après la délivrance, c'est-à-dire la validation du brevet européen en tant que brevet UE.

La Commission et l'Office européen des brevets intensifieront leur collaboration dans le cadre de la conception du logiciel de traduction au départ de ces trois langues de procédure vers toutes les langues de l'UE. Durant une phase transitoire, les brevets UE délivrés en français et en allemand devront être traduits en anglais. Les demandeurs de brevet qui sont établis dans l'UE et dont la langue nationale n'est pas l'une des trois langues de procédure auront droit à un remboursement de leurs frais de traduction.

Il est effectivement exact que l'Espagne et l'Italie jugent encore insuffisants ces éléments du compromis. C'est la raison pour laquelle nous nous concertons intensivement pour engranger néanmoins des avancées. Le 11 octobre ont été définies une série de conditions de base auxquelles chaque résultat devra satisfaire pour être acceptable.

Nous avons donc tracé des lignes rouges à ne pas dépasser. Il ne peut y avoir qu'une seule procédure de demande. La création de différentes procédures pour l'obtention de brevets entraînerait en effet des problèmes. Les traductions ne peuvent pas avoir d'effets juridiques sous peine de voir compromise la validité juridique de la protection du brevet UE. Les brevets UE qui sont délivrés en français ou en allemand devront être traduits en anglais durant une période transitoire, qui dépend du développement du logiciel de traduction.

La contre-proposition espagnole officielle contient une structure articulée autour de deux procédures différentes. La procédure directe se déroule toujours en anglais et la seconde procédure s'effectue par l'intermédiaire de l'Office européen des Brevets (OEB) à Munich. Les demandes de brevets européens peuvent être converties en brevets UE. Si la demande de brevet européen est introduite en anglais, le brevet UE doit être traduit dans une autre langue de l'Union européenne. Si la procédure se déroule en français ou en allemand, le brevet UE doit être traduit en anglais.

Le compromis auquel nous travaillons actuellement intègre des éléments essentiels de la contre-proposition espagnole et plus particulièrement de la seconde procédure. La proposition espagnole n'est donc pas soutenue dans sa totalité, parce qu'elle ne tient pas suffisamment compte d'un certain nombre de conditions de base acceptées.

Le développement d'un logiciel de traduction efficace pour le système de traduction automatique constitue l'une des principales mesures d'accompagnement. La Commission et l'OEB préparent un accord de coopération pour organiser le financement.

Les traductions automatiques ne peuvent toutefois pas être purement et simplement assimilées à des traductions humaines. Leur finalité n'est qu'informative.

La proposition vise à octroyer, par le biais d'une procédure relativement simple, une protection sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, sans toutefois mettre en péril l'information sur les brevets des utilisateurs.

J'essaierai de mener à bonne fin ce dossier, qui est bloqué depuis plus de 30 ans. Ce qui importe, c'est d'instaurer un système de brevet européen. Aujourd'hui, la protection sur l'ensemble du territoire coûte 25 000 euros à une PME. La proposition que nous préparons réduira significativement ces coûts, est respectueuse des langues et de la diversité linguistique et est applicable.

05.03 Peter Logghe (VB): Le ministre a parfaitement résumé la situation. Je le remercie d'avoir fourni des éclaircissements sur les "lignes rouges".

Quand espère-t-on que le système de traduction automatique européen sera achevé?

05.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Il est difficile de dire quand ce système permettra de garantir une qualité totale. L'Union s'est toutefois engagée à s'y employer. Le 10 novembre prochain, un Conseil formel sera entièrement consacré à ce sujet.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 11 h 06.

De vergadering wordt geopend om 10.19 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de aanhoudende problemen bij de Kruispuntbank van Ondernemingen" (nr. 6)

01.01 Peter Logghe (VB): De integratie van de vrije beroepen in de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO) is een jaar aan de gang, maar er zijn nog problemen, vooral voor de medische beroepen.

Voor beoefenaars van vrije medische beroepen die al actief waren, komen de gegevens van de FOD Volksgezondheid, het RIZIV en het RSVZ. Alleen wie in de drie databanken met dezelfde gegevens voorkomt, zou in de KBO worden opgenomen. Die gegevens blijken vaak onvolledig te zijn. De sector stelt voor minder databanken te betrekken. Wat denkt de minister daarover?

Kan men bij het opladen van de gegevens de Orde van geneesheren en de Orde van apothekers rechtstreeks betrekken?

Kan men, zolang deze problemen voortduren, de sanctieregeling opschorten?
Wanneer zal men over alle gegevens beschikken?

01.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): In artikel 4 van de KBO-wet staat dat de rechtspersonen naar Belgisch recht en de natuurlijke personen die hun economische en beroepsmatige activiteit gewoonlijk in België uitoefenen, ingeschreven moeten zijn bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen. Alle personen moeten dus ingeschreven worden, maar niet alle natuurlijke personen worden opgenomen in de KBO. Bij de KBO worden ook geen loontrekkenden opgenomen.

Daarom moet naast de databanken van de FOD Volksgezondheid en het RIZIV ook de databank van het RSVZ worden gebruikt.

Aanvankelijk wilde men enkel ondernemingen opladen die in de drie databanken met dezelfde gegevens voorkwamen, maar dat werd later versoepeld. Personen die niet in het RIZIV-bestand voorkwamen, maar wel in de andere twee bestanden, werden wel opgeladen.

In december 2009 en in juni 2010 werden trouwens nog ongeveer 4.500 nieuwe ondernemingen, medische beroepen, gecreëerd op basis van nieuwe combinaties.

In juni 2009 hebben de Orde van geneesheren en de Orde der apothekers verklaard dat het voor hen onmogelijk was om mee te delen wie als zelfstandige werkt, wie met een bvba werkt en wie niet. Zij konden ons wel meedelen wie het beroep effectief mag uitoefenen, maar die informatie hadden wij al via de FOD Volksgezondheid.

De KBO voert op dit ogenblik geen repressieve politiek ten opzichte van niet-handelsondernemingen die niet of niet volledig in de KBO zijn opgenomen. De nadruk ligt op de kwaliteitsverbetering van de gegevens in de

databank. Er worden nog altijd kwaliteitsacties uitgevoerd om de gegevens te vervolledigen.

Er worden zoveel mogelijk gegevens automatisch opgeladen, maar wettelijk blijft de ondernemer verantwoordelijk voor de correcte toepassing van het KB van 2 juni 2009. De ondernemer kan bovendien de KBO verzoeken om deze gegevens gratis aan te passen of zelf bepaalde gegevens online verbeteren.

Er worden blijvend acties ondernomen om de hiaten op te vullen en de kwaliteit van de gegevens te verbeteren.

01.03 Peter Logghe (VB): Ik neem er nota van dat er voorlopig geen repressieve maatregelen worden genomen. Ik hoop dat men daartoe niet overgaat voor alle fouten uit de KBO verwijderd zijn.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "zijn houding op Europees vlak met betrekking tot consumentenbescherming" (nr. 94)

02.01 Karine Lalieux (PS): U wil blijkbaar een Europese harmonisering van de regels inzake consumentenbescherming. Dat vernam ik uit een in het Nederlands opgesteld perscommuniqué. Dat beangstigt mij een beetje. België is altijd voorstander geweest van een maximale bescherming van de consument.

In welke hoedanigheid heeft u zich daar uitgesproken? Mij dunkt dat er geen regeringsstandpunt hieromtrent werd bepaald.

02.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Frans): Het ging niet om een perscommuniqué, maar om een Belga-nieuwsbericht naar aanleiding van een persconferentie over de eerste *European Consumer Protection Enforcement Day*, een event van de FOD Economie in het kader van het Europees voorzitterschap.

Op het stuk van consumentenrechten pleit België voor een gerichte maximale harmonisering. Eurocommissaris Reding staat dit trouwens ook voor. Momenteel tracht ons land als EU-voorzitter in de eerste plaats vooruitgang te boeken in dit dossier.

02.03 Karine Lalieux (PS): Aangezien de consument in sommige nieuwe lidstaten bijlange niet zo goed beschermd is, ben ik bang dat de maximale harmonisering erop zal neerkomen dat de lat lager gelegd wordt. Zolang de bescherming van de consument in de 27 EU-lidstaten niet veel beter geregeld wordt, vind ik niet dat er een richtlijn mag worden uitgevaardigd.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het verbod op de verkoop van het Belgisch paviljoen op de Wereldtentoonstelling in Shanghai" (nr. 109)

03.01 Peter Luykx (N-VA): Het Belgische paviljoen in Shanghai, met een waarde van ongeveer 10 miljoen euro, zou na de wereldtentoonstelling worden verkocht, maar volgens persberichten verbiedt de Chinese regering de verkoop.

Welke afspraken bestonden er met het stadsbestuur van Jiangyin over de verkoop van het Belgische paviljoen? Is het juist dat de verkoop niet doorgaat? Heeft dit budgettaire gevolgen?

03.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Toen werd beslist om deel te nemen aan de Expo Shanghai 2010 werd de mogelijkheid opengelaten om het Belgisch-Europese paviljoen nadien een nieuwe bestemming te geven. Deze aanpak paste volledig bij het centrale thema van de expo, duurzaamheid.

Bij de opmaak van de begroting van de Belgische deelname werd geen rekening gehouden met de mogelijke

verkoop.

Voor de start van de expo werden intern afspraken gemaakt met de kanselarij van de eerste minister en met de Regie der Gebouwen over de te volgen procedure in geval van verkoop. Verschillende kandidaten waren geïnteresseerd in de ontmanteling en heropbouw van het Belgische paviljoen en uiteindelijk werd het project van de stad Jiangyin geselecteerd.

Na intense besprekingen werd uiteindelijk een memorandum of understanding ondertekend. De netto positieve effecten van de verkoop werden berekend op 3 miljoen euro, maar eerst moet de Chinese overheid de verkoop nog goedkeuren. De afgelopen maanden heeft deze echter richtlijnen uitgevaardigd die regionale en lokale overheden verbieden om een paviljoen van de expo te kopen.

Volgens de laatste berekeningen zal de geslaagde Belgische deelname met een positief saldo afsluiten. De eventuele niet-realiserende van de verkoop is jammer, maar heeft hierop verder geen impact. Het positieve saldo gaat naar het Fonds voor de organisatie van internationale tentoonstellingen en kan desgevallend voor een volgende internationale tentoonstelling worden aangewend.

03.03 Peter Luykx (N-VA): Het blijft natuurlijk wel jammer dat de bonus van 7 miljoen euro aan onze neus voorbijgaat.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Liesbeth Van der Auwera** aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de reprografievergoeding voor auteurs en uitgevers" (nr. 166)
- de heer **Karel Uyttersprot** aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de heffing op 'all-in-oneprinters'" (nr. 305)

04.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De wet van 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten regelt het kopieerrecht. De zogenaamde reprografievergoeding bestaat uit een forfaitaire en een evenredige vergoeding. De eerste wordt betaald door de fabrikant, de invoerder of de koper van kopieertoestellen. Reprobel moet de vergoedingen innen en verdelen onder auteurs en uitgevers.

Welk percentage van de door Reprobel geïnde vergoedingen kwam in de periode 2005-2009 effectief terecht bij de rechthebbenden?

Uit de cijfers van het jaarverslag 2009 van Reprobel blijkt dat de forfaitaire vergoeding in België 26 euro per apparaat bedraagt. In Duitsland is dat 12 euro en in Nederland, Frankrijk en Luxemburg bestaat deze zelfs niet. Krijgen auteurs en uitgevers in België dan een hogere vergoeding dan in de buurlanden?

Het KB van 30 oktober 1997 bepaalt dat de hoogte van de forfaitaire vergoeding afhankelijk is van de snelheid van het kopieerapparaat, wat de innovatie bestraft. De sector stelt voor om de heffing evenredig te maken met de prijs van het toestel. De consument weet vaak niet dat hij een heffing betaalt. Kan de minister het bedrag van de heffingen verduidelijken?

04.02 Karel Uyttersprot (N-VA): Op de all-in-oneprinters wordt per toestel een heffing geïnd naar gelang van de snelheid. In Duitsland is de heffing veel lager dan bij ons, in andere landen wordt zelfs geen toeslag geheven.

In ons land brengt de inning 20 miljoen euro op, terwijl het veel grotere Duitsland 19 miljoen euro int. Kan het grote verschil tussen de heffingen in de verschillende landen op objectieve wijze worden verantwoord? Worden innovatie en technologie niet afgeremd door de heffing te koppelen aan de snelheid van de toestellen? Er zijn technologische bedrijven die precies daarom niet op de Belgische markt opereren. Krijgen de auteurs in België dan een veelvoud van wat in andere landen wordt toegekend?

04.03 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Reprobel verdeelt het geld onder de 15 beheersvennootschappen van auteurs en uitgevers die lid zijn, en deze vennootschappen moeten ervoor zorgen dat de geïnde bedragen terecht komen bij de rechthebbenden.

Het totale percentage van het geïnde bedrag dat effectief werd uitgekeerd, bedroeg 63 procent voor de periode 2005-2009. Van de resterende 37 procent werd 3 procent uitgekeerd aan buitenlandse beheersvennootschappen en 34 procent ging naar werkingskosten en reserves.

Net als de vergoeding voor kopiëren voor eigen gebruik is er op Europees niveau geen harmonisatie van de reprografische vergoeding. Het gevolg hiervan is concurrentievervalsing. Er zijn met name verschillen tussen Portugal, Duitsland en België. In Duitsland betaalt men een heffing bij aankoop van een computer, bij ons niet. Het is echter niet juist te stellen dat de vergoeding voor reprografie in België veel hoger zou zijn dan in de aangrenzende landen. In Frankrijk bestaat er bijvoorbeeld een parafiscale belasting van 3 procent op de verkoop en invoer van reprografieapparaten.

Bij de invoering van de heffing in 1997 werd de snelheid van een kopieerapparaat als objectief criterium gekozen. Wij hebben zeer veel gedaan op het vlak van auteursrechten, volgens sommige mensen zelfs te veel. Ik zal echter uitleggen waarom er tot op dit ogenblik nog niet veel is gebeurd.

Om te beginnen is er een advies- en overlegcommissie waarin de vertegenwoordigers van de industrie en de rechthebbenden zetelen. Volgens de wet moet elke wijziging gebeuren na advies van die commissie. Het is ook daar dat de discussie over een eventuele aanpassing moet worden gevoerd. Het is dus aan Reprobel en aan de industrie om concrete voorstellen op tafel te leggen.

Twee jaar geleden is de Europese Commissie in dialoog getreden met de verschillende belanghebbenden met het oog op het harmoniseren van de regelgeving en de heffing.

De noodzaak om de consument te informeren over het bestaan en het bedrag van de vergoeding van de reprografie is een van de elementen in het overleg. Er moet echter ook een evenwicht blijven tussen transparantie en informatie aan de consument en de administratieve last van bedrijven.

Er werd ook beweerd dat de 20 miljoen euro die men in België ontvangt, meer is dan de 19 miljoen euro in Duitsland. In 2001 heeft Reprobel 24 miljoen euro geïnd, waarvan 13,2 miljoen euro forfaitaire vergoedingen. In Duitsland werd er in 2001 104,77 miljoen euro geïnd, waarvan 89 miljoen forfaitaire vergoedingen. De aangehaalde vergelijking is dus niet volledig correct.

Ik denk dus dat heel het systeem toe is aan herziening en dat er rekening moet worden gehouden met innovatie, uiteraard met respect voor de rechthebbenden. Het is en blijft een moeilijke zaak om de rechten van auteurs te beschermen, zeker in een digitaal tijdperk. Europa heeft op dit vlak een ongelooflijk belangrijke rol te spelen. Ik denk dat mijn opvolger daaraan een hele kluit zal hebben.

04.04 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Ik weet dat er de afgelopen jaren belangrijke stappen zijn gezet en dat het moeilijk was om een evenwicht te vinden tussen de verschillende belanghebbenden. Ik noteer ook dat de minister weet dat er een herziening moet komen. Anderzijds betreur ik dat hij enkel verwijst naar die adviescommissie. Ik meen dat er een initiatief vanuit het Parlement nodig is.

Ik denk dat de minister van de ons nog resterende maanden van het Europese voorzitterschap gebruik kan maken om het dossier van de harmonisatie vooraan op de agenda te plaatsen.

04.05 **Karel Uyttersprot** (N-VA): De aangehaalde 19 miljoen in Duitsland en 20 miljoen in België betreft een bepaald type apparaat. Ik hoop dat de technologische ontwikkeling niet zal leiden tot een concurrentienadeel ten opzichte van andere landen. Anderzijds hoop ik dat de heffing geen doel op zich is, maar dat er een rechtstreekse evenredigheid zal zijn tussen de heffing op het toestel en de opbrengst die aan de auteurs toekomt. Het is positief dat de verkoopprijs een basis kan zijn.

Ik heb nog een suggestie. De lasten op bepaalde apparaten bedragen niet minder dan 180 procent van de prijs van het toestel. Zou het dan niet nuttig zijn om de Reprobelheffing op de factuur te vermelden?

04.06 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het is inderdaad tijd voor een grondige herziening. Inzake de thuiskopieproblematiek zijn wij daar reeds in geslaagd omdat Ovibel, een organisatie in de thuiskopiesfeer, indertijd zelf een voorstel heeft geformuleerd waarover een consensus werd bereikt met de industrie. Helaas hebben wij bij de reprografie niet dezelfde assertieve houding gezien van de betrokken organisatie. Er werd geen voorstel op tafel gelegd door Reprobel.

Op Europees niveau hebben wij het dossier nog voor ons voorzitterschap aangekaart bij commissaris Barnier. Het werd echter niet als prioriteit beschouwd. Ik hoop dat dit volgend jaar gebeurt. Het domein auteursrechten en de veranderende samenleving is in elk geval een domein waarop heel wat moet gebeuren.

Heel het concept van een privékopie krijgt in *cloud computing* een totaal nieuwe inhoud. Alles wordt op servers gezet en gekopieerd. Wat is dan nog de waarde en de betekenis van een kopie?

Mevrouw Kroes, die verantwoordelijk is voor de digitale agenda, heeft een heel ambitieuze doelstelling vooropgezet, maar ik merk heel veel koudwatervrees, ook bij beheersvennootschappen, om zich daaraan aan te passen.

Het is juist dat de heffing van 178,84 euro vandaag meer is dan de verkoopprijs van een all-in-one-printer. Dat komt omdat die heffing werd vastgelegd in 1997. Intussen is de printer veel goedkoper geworden en is de heffing dezelfde gebleven. De reden waarom de heffing niet op de factuur wordt vermeld, is dat bedrijven dat niet willen omwille van de administratieve overlast.

Dit systeem is compleet uit de tijd, maar er is intussen ook een interessant Europees arrest over de thuiskopie.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de plannen voor een Europees octrooi" (nr. 319)

05.01 **Peter Logghe** (VB): Volgens persberichten zitten de Europese plannen voor een gemeenschapsoctrooi in een impasse door een taalkwestie. Het oorspronkelijke voorstel om te werken met drie officiële talen – Engels, Frans en Duits – stuit blijkbaar op het veto van Italië en Spanje. Ik vernam dat de minister daarop een compromisvoorstel lanceerde om de aanvraag van het octrooi en het octrooi zelf alleen nog in het Engels op te stellen, waarna men vertalingen zou kunnen aanvragen.

Het voorstel van Spanje luidt: 'English + 1'. Engels zou de proceduretaal blijven en er zou een vertaling in de taal van de aanvrager volgen.

Zal de minister dit voorstel verdedigen? Hoe ver staat het met het automatische vertaalsysteem? Als dit klaar is, kan men niet langer het argument van de vertaalkosten inroepen.

05.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Wij zoeken naar een compromis dat voor de 27 lidstaten aanvaardbaar is. Op de Raad Concurrentievermogen van 11 oktober 2010 sloten een twintigtal lidstaten zich aan bij het compromis betreffende de taalregeling dat door het voorzitterschap werd voorgesteld. Dat houdt in dat dezelfde route zal worden gevolgd voor het verkrijgen van een Europees octrooi als voor het verkrijgen van een EU-octrooi. De aanvraag kan worden ingediend in een van de officiële Europese talen en kan worden vertaald naar het Engels, Frans of Duits. Dit voorstel houdt dus ook rekening met de moedertaal. De bepalingen betreffende het EU-octrooi zullen slechts van toepassing zijn na de verlening, dit is het valideren van het Europese octrooi als EU-octrooi.

De Commissie en het Europese Octrooibureau zullen hun samenwerking intensiveren bij het ontwikkelen van

de vertaalssoftware van deze drie proceduretalen naar alle talen van de EU. In een overgangsfase zullen de in het Frans en het Duits verleende EU-octrooien in het Engels moeten worden vertaald. Octrooiaanvragers die gevestigd zijn in de EU en die als nationale taal niet een van de drie proceduretalen hebben, hebben recht op terugbetaling van de vertaalkosten.

Het is inderdaad juist dat Spanje en Italië deze elementen van het compromis nog onvoldoende vinden. Wij overleggen daarom intensief om toch vooruitgang te boeken. Op 11 oktober werd evenwel een aantal basisvoorwaarden vastgelegd waaraan elke uitkomst moet voldoen om aanvaardbaar te zijn.

We hebben dus rode lijnen vastgelegd waarbinnen we moeten blijven. Er kan slechts één aanvraagroute zijn – het creëren van verschillende procedures voor het aanvragen van octrooien zou immers problemen met zich brengen. De vertalingen kunnen geen juridische effecten hebben omdat anders de rechtszekerheid van de bescherming van het EU-octrooi in gevaar komt. Voor de EU-octrooien die in het Frans of het Duits worden verleend, dient gedurende een overgangperiode een vertaling in het Engels te worden ingediend. Die overgangperiode hangt af van de ontwikkeling van de vertaalssoftware.

Het officiële Spaanse tegenvoorstel bevat een structuur met twee verschillende routes. De rechtstreekse route verloopt steeds in het Engels, de tweede route via het Europese Octrooibureau (EOB) in München. De Europese octrooiaanvragen kunnen naar een EU-octrooi worden geconverteerd. Indien de Europese octrooiaanvraag in het Engels loopt, moet het EU-octrooi in een andere taal van de Europese Unie worden vertaald. Indien ze in het Frans of Duits loopt, dient het EU-octrooi in het Engels te worden vertaald.

Het compromis waaraan we nu werken, herneemt belangrijke elementen uit het Spaanse tegenvoorstel en meer bepaald uit de tweede route. Het Spaanse voorstel wordt dus niet in zijn totaliteit gesteund, omdat het onvoldoende rekening houdt met een aantal aanvaarde basisvoorwaarden.

Het ontwikkelen van goede vertaalssoftware voor het automatische vertaalsysteem is een van de belangrijke begeleidingsmaatregelen. De Commissie en het EOB bereiden een samenwerkingsovereenkomst voor om dit te financieren.

De automatische vertalingen kunnen echter niet zomaar gelijkgesteld worden met menselijke vertalingen. Ze hebben een zuiver informatief doel.

Het voorstel wil via een relatief eenvoudige procedure een bescherming verlenen op het hele EU-grondgebied, zonder de octrooi-informatie van de gebruiker in het gedrang te brengen.

Dit dossier is al meer dan 30 jaar geblokkeerd, ik zal proberen het tot een goed einde te brengen. Wat belangrijk is, is dat wij een systeem krijgen van een Europees octrooi. Vandaag kost de bescherming op het hele grondgebied een KMO 25.000 euro. Het voorstel waaraan wij werken, maakt dit merkkelijk goedkoper, heeft respect voor de talen en de taaldiversiteit, en is werkbaar.

05.03 **Peter Logghe** (VB): De minister vat perfect samen waarover het gaat. Ik dank hem voor de uitleg over de 'rode lijnen'.

Wanneer wil men klaar zijn met het Europees vertaalsysteem?

05.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (Nederlands): Het valt moeilijk te voorspellen wanneer dit systeem een volledige kwaliteit zal garanderen. Er is wel een engagement van Europa om er werk van te maken. Op 10 november zal een formele Raad uitsluitend aan dit onderwerp worden gewijd.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 11.06 uur.